

sse



**Le géologue Pål Thjømøe montre une pierre pleine de phosphate.**

© STEFAN BEUTELSBACHER.

fan de l'ancien président américain. Et comme Trump, il ne semble guère se soucier de la protection de l'environnement. « Nous nous y connaissons en matières premières », assure Øgreid. « Elles nous ont rendus riches. » Il nous raconte avoir été témoin de la transformation de la Norvège après la découverte de pétrole au large de ses côtes, en 1969. A l'époque, des derricks, des silos et des raffineries ont été construits partout, du jour au lendemain. Et cette nouvelle industrie a permis à de nombreuses personnes de prospérer. « Le phosphate », estime Øgreid, « pourrait nous apporter un boom similaire. »

#### La crainte de l'apparition de villages fantômes

Tout le monde n'est pas aussi optimiste. Les politiciens locaux du parti social-libéral Venstre, par exemple, s'opposent avec véhémence au projet de Norge Mining. Selon eux, il menace de détruire la nature dans le sud de la Norvège. En outre, si la mine est mise en service, des villages fantômes pourraient voir le jour. Car de nombreuses personnes risqueraient alors de fuir le bruit et la poussière. C'est un exercice d'équilibre.

Entre-temps, Norge Mining a déposé toutes les demandes de licence. Egersund devrait bientôt les délivrer. « Je pense que la mine est une bonne idée », déclare Leif Erik Egaas, le maire adjoint de la ville, un conservateur. « Mais j'ai encore quelques questions à poser. » Egaas est venu déjeuner au siège de Norge Mining, il y a des sandwiches au saumon. L'homme politique a pris place dans une salle de conférences au troisième étage. En bas, on peut voir le port d'Egersund, des cargos et des chalutiers de pêche sont amarrés à la jetée.

Egaas fait de la politique depuis 24 ans. L'homme est proche de la retraite, la mine est son dernier grand projet. « Il devrait nous rapporter de l'argent et des emplois », estime-t-il. Mais avant que la ville n'approuve tout, il veut savoir ce que Norge Mining compte faire des déchets miniers, de tous les débris et de la boue qui ne peuvent pas être utilisés pour les technologies du futur et qui doivent pourtant bien aller quelque part. Rien de tout cela ne doit se retrouver dans la nature. « Nous voulons approvisionner l'Europe en matières premières », déclare Egaas. « Mais nous devons aussi protéger Egersund. »

*Nous détruisons de la manière la plus durable possible. Mais la vérité, c'est que pour extraire des matières premières, il faut creuser des trous. On ne peut pas tout sauver*

**Pål Thjømøe**  
Géologue de Norge Mining

”

*La mine devrait nous rapporter de l'argent et des emplois. Mais nous devons aussi protéger Egersund*

**Leif Erik Egaas**  
Maire adjoint de la ville

”

vingt générations. Afin que les Etats de l'UE obtiennent leurs matières premières et les investisseurs de Norge Mining leurs bénéfices, elles vont toutes devoir capituler. Des trésors archéologiques risquent également de disparaître. Il y a mille ans, des Vikings vivaient sur les collines autour d'Egersund, et les chercheurs pensent qu'il y a encore de nombreuses anciennes colonies sous terre. Thjømøe poursuit : « On ne peut pas tout sauver. »

#### « Si je dois partir, je partirai »

Harald Øgreid fait partie de ceux qui doivent démissionner. Cet entrepreneur possède un terrain non loin d'Egersund : 55 hectares avec une maison et un hangar pour les excavatrices et les tracteurs. Øgreid porte une chemise en flanelle et une veste jaune par-dessus. Il nous conduit à son bureau, sort deux gobelets en carton et les remplit de café instantané. Puis, il s'affale sur une chaise en lambeaux. « Les protestations sont nombreuses », raconte Øgreid. « Mais les gens ne devraient pas faire autant de chichis. » Lui, en tout cas, serait prêt à abandonner son terrain : « Si je dois partir, je partirai. » Il se réjouit de la compensation que l'Etat norvégien lui versera en contrepartie.

Alors que sur le bureau d'Øgreid trônent des maquettes d'excavatrices, les murs sont placardés de photos de chargeuses sur pneus – et d'affiches électorales de Donald Trump. Øgreid vit la moitié de l'année aux Etats-Unis, dans l'Etat de l'Arkansas. C'est un grand

## Ventes en ligne : l'ère des **retours** faciles touche à sa fin

A partir du 25 mars, le géant du commerce électronique Amazon raccourcira son délai de retour de trente à quatorze jours. De Zara à Yoox, beaucoup d'autres ont déjà pris le même chemin.

### la Repubblica

GIULIA D'ALEO

Dans une certaine mesure, les détaillants en ligne ont réussi à convaincre les consommateurs du monde entier qu'il était possible de reproduire entièrement l'expérience d'un magasin physique dans leur salon. Les clients étaient invités à choisir parmi les millions de produits disponibles et à se les faire livrer à domicile, sans même avoir à bouger de leur canapé. Peu importe que la couleur de la housse de couette soit différente de celle de la photo ou qu'aucune des deux pointures de chaussures commandées ne convienne puisque tout pouvait être renvoyé sans frais, à chaque fois.

Après des années de politique libérale, 2024 pourrait marquer l'aboutissement d'un retour en arrière collectif. Le dernier signal en date nous vient d'Amazon, le pionnier par excellence du long délai de retour. Si la multinationale proposait jusqu'à présent un délai de retour de trente jours à ses clients, elle annonce désormais un raccourcissement de cette période aux quatorze jours prévus par la loi. Ceux qui ont du mal à s'adapter aux changements pourront demander que l'ancien délai leur soit encore appliqué jusqu'au 25 avril.

#### Des roublards trop nombreux

Les raisons officielles de ce choix ne sont pas encore connues, mais la liste des produits soumis à la limitation pourrait constituer un indice : il est question d'appareils photos, d'électronique, de PC, de jeux vidéo, « qui sont associés à un taux de retour plus élevé », rapporte Daniele Rutigliano, expert italien en commerce électronique.

Selon la croyance la plus répandue, tous les acheteurs ne seraient pas de bonne foi : beaucoup en profiteraient pour utiliser les produits gratuitement pendant un mois, avant de les retourner pour passer au modèle suivant. « Le perdant n'est pas tant Amazon que les petits vendeurs qui dépendent de la plateforme », précise le professeur. « Si un client abuse de la marchandise, la valeur de cette dernière diminue. » Le raccourcissement du délai de retour

pourrait donc à la fois obliger les clients « capricieux » à faire un achat en connaissance de cause et décourager les clients malhonnêtes.

Mais il ne s'agit pas seulement d'altruisme à l'égard des petits entrepreneurs, car chaque retour entraîne également une augmentation des coûts logistiques de huit à douze euros. Ce n'est donc pas un hasard si d'autres plateformes se sont déjà engagées dans la même voie, notamment dans le secteur de la mode. « Depuis environ un an », rappelle l'expert, « beaucoup de grandes entreprises tendent à ne plus proposer la livraison gratuite, ce qui était autrefois essentiel pour se faire connaître et fidéliser les clients ».

#### L'impact environnemental

Il y a un peu plus d'un an, c'est Zara qui franchissait le pas, en décidant de prélever une « taxe » de 4,95 euros sur le remboursement en cas d'enlèvement des marchandises à domicile. Une ligne similaire à celle adoptée par H&M, qui applique des frais de 2,99 euros à ceux qui ne sont pas inscrits à son programme de fidélité. Les règles de la société milanaise Yoox, où les frais sont toujours à la charge du client, ou de la marque américaine Abercrombie & Fitch, qui, depuis le 24 janvier, n'autorise le retour des vêtements qu'en magasin, sont encore plus strictes.

Il ne faut pas non plus oublier la question de l'impact sur l'environnement, le transport des produits nécessitant souvent de voyager d'un continent à l'autre. Mais tout le monde ne joue pas à armes égales : « Les détaillants en ligne chinois, comme Temu et Shein, possèdent des politiques de retour plus étendues, parce qu'ils se soucient moins du développement durable. »

Le monopole d'Amazon pourrait toutefois pousser d'autres acteurs à s'adapter également, ce qui marquerait peut-être la fin de la culture du shopping en ligne telle que nous la connaissons. « Quiconque a acheté au moins une fois sur Amazon en connaît les services », conclut notre interlocuteur. « La plateforme peut bien prendre un risque. »

**Après des années de politique libérale, 2024 pourrait marquer l'aboutissement d'un retour en arrière collectif.** © SHUTTERSTOCK.

